



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

14/01/2026

Solidarité avec Cuba qui

« réaffirme sa souveraineté et son modèle politique ».

Cette réaffirmation est la réponse politique aux pressions et menaces des États-Unis contre Cuba. Donald Trump déclarant qu'il laisserait l'île sans produits ni argent du Venezuela, en plus de réitérer ses menaces d'attaquer le pays directement.

Le président cubain, Miguel Díaz-Canel Bermúdez a catégoriquement rejeté toute accusation contre la nation caribéenne et remis en question l'autorité morale de Washington pour émettre des jugements sur la réalité cubaine.

L'agression États-unienne contre le Venezuela est aussi un coup porté à Cuba. En effet, l'économie cubaine pouvait compter sur un approvisionnement en pétrole vénézuélien en particulier la mise à disposition par l'île de service de sécurité. Ceux-ci ont payé un lourd tribut lors du kidnapping du Président Maduro et de son épouse.

Le Président Trump exige un accord avec Cuba, dont les termes ne sont pas connus. Autant les ressources pétrolières du Vénézuéla constituent des objectifs clairs du gouvernement américain, autant Cuba, dont la ressource principale demeure le tourisme, ne présente pas les mêmes attraits économiques objectifs. Hormis sans doute laver l'affront fait aux États-Unis de voir un pays se réclamant du communisme à quelques encablures de ses côtes, un exemple et une force pour tous ceux qui, en Amérique latine se battent afin de s'émanciper de la domination impériale des États-Unis.

Depuis des années, du fait du blocus illégal imposé par les États-Unis, l'économie cubaine vit un scénario « d'économie de guerre ». Ce qu'a déclaré la vice-ministre de l'économie, Mme Granadillo de la Torre. Les pénuries s'enchaînent, aliments, médicaments, énergie électrique, l'inflation est forte. Les recettes touristiques se tarissent 2 millions de visiteurs pour plus de 5 millions avant la crise du Covid. Les tensions actuelles « confisquent » à l'économie cubaine de précieuses devises. Par ailleurs, les États-Unis ont tenté de bloquer les envois de devises vers l'île en provenance des Cubains exilés.

Depuis 2021, le gouvernement cubain a ouvert une partie du secteur de l'économie à l'initiative privée (petites et moyennes entreprises) représentant environ 15% du PIB et... un tiers de la population active. Il a aussi accepté la dollarisation d'une partie de l'économie.

Mais toutes ces mesures ne peuvent contrecarrer les projets des États-Unis. Déjà lors de sa première présidence, Trump avait mis fin à une politique de relative ouverture de l'administration Obama en faisant adopter 240 sanctions contre Cuba en sus de l'embargo toujours officiellement en cours⁽¹⁾.

Cependant, Cuba n'est pas seul, malgré les menaces américaines, la Présidente du Mexique a confirmé la volonté de continuer d'approvisionner Cuba en produits pétroliers, en partie a-t-elle précisé pour des raisons humanitaires. Beijing et La Havane ont célébré en 2025 le 65ème anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques.

De plus, la communauté d'avenir partagée entre la Chine et Cuba est la première établie par la Chine avec un pays d'Amérique latine.

À plusieurs reprises, le ministère des Affaires étrangères chinois a exhorté les États-Unis à lever le blocus contre Cuba, retirer l'île de ce qu'on appelle la liste des États qui parrainent le terrorisme.

Face à la menace frontale et immédiate subie par Cuba subit aujourd'hui de la part des États-Unis affirmant sa prééminence dans « son » hémisphère, aussi bien en Amérique Latine et dans les Caraïbes qu'en Europe occidentale, une solidarité internationaliste sans faille est une absolue nécessité.

Depuis La Havane, la réponse du président Miguel Díaz-Canel est claire « Cuba est une nation libre, indépendante et souveraine ».

Dans un message diffusé sur la plateforme X, celui-ci a déclaré: que ceux qui « *déversent une rage hystérique* » contre la nation sont « *rongés par la colère* » face à la décision du peuple cubain de maintenir son propre modèle politique.

Nous soutenons Cuba dans son combat, ainsi, dans la déclaration conjointe des partis communistes et ouvriers dont notre parti est signataire : « *Nous condamnons les menaces directes proférées par le secrétaire d'État américain Marco Rubio contre Cuba suite à l'intervention au Venezuela et nous exprimons notre solidarité avec le peuple cubain et le Parti communiste de Cuba.* »

(1) 29 octobre 2025. Comme chaque année depuis 33 ans, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution réclamant la levée du blocus imposé à Cuba par les États-Unis. Mais le scrutin de mercredi révèle l'émergence de nouveaux clivages au sein de la communauté internationale.

Adopté par 165 voix pour, sept contre et 12 abstentions, le texte contre le blocus économique, commercial et financier de Cuba a une nouvelle fois rassemblé une écrasante majorité d'États membres. **Seuls les États-Unis, Israël, l'Argentine, la Hongrie, le Paraguay, la Macédoine du Nord et l'Ukraine s'y sont opposés.**

A la tribune, le ministre cubain des affaires étrangères, Bruno Rodríguez Parrilla, a dénoncé une mesure « inhumaine », qui « entrave le développement d'un petit pays en développement et punit des familles entières pour des raisons politiques ». Il a chiffré à plus de 160 milliards de dollars les pertes accumulées par son pays en plus de six décennies d'embargo.